

NAMUR
JAMBES

« Nous sommes un peu coincés. Il nous faut le feu vert de l'Inami pour louer ou acheter. »
Leonardo Di Bari

50 personnes toxicomanes environ fréquentent Phénix au quotidien, du lundi au vendredi.

Phénix cherche de nouveaux locaux en centre-ville

EdA - 201489575032



Phénix peine à trouver un nouveau toit

En juillet, l'ASBL Phénix devra avoir quitté ses locaux à Jambes. Mais l'association a toutes les peines à trouver un nouveau siège.

• **Bruno MATTER**

Le couperet est tombé il y a un peu plus d'un an. Le propriétaire de la maison de maître que Phénix occupe à Jambes a annoncé qu'il ne reconduirait pas le bail de cet immeuble situé au n° 165 de l'avenue Bourgmaestre Jean Materne. Sa volonté est de donner une nouvelle destination immobilière à son bien.

Immédiatement, les responsables de l'association se sont mis en devoir de trouver des bâtiments susceptibles d'accueillir les activités de Phénix.

L'association assure, en semaine et en journée, un service d'accueil de la personne toxico-mane. Elle a aussi la particularité de gérer un centre de jour en rééducation fonctionnel qui permet à ces personnes de développer, en groupes d'apprentissage, certaines habilités sociales comme la buanderie, la cuisine, la rénovation de bâtiment, la menuiserie, la remise à niveau, l'horticulture, le nettoyage ou l'informatique. Chaque jour, une cinquantaine de personnes toxicomanes fréquentent le centre.



EdA - 201489575032

Le nouveau siège de Phénix doit être en centre-ville et suffisamment vaste pour permettre la poursuite des activités de réinsertion.

À ce jour, les recherches entreprises n'ont pas abouti, et ce pour diverses raisons.

L'association a limité ses recherches à Namur-Ville ou Jambes. La proximité par rapport aux gares ou aux institutions hospitalières a toute son importance, vu les missions qui sont assignées à l'ASBL.

L'association a aussi besoin de pas mal de place, compte tenu de l'encadrement particulier qu'elle assure. « À Jambes, nous disposons de 600 m² de bureaux et nous sommes à l'étroit, explique le directeur Leonardo Di Bari. Il nous en faudrait entre 750 et 1 000 m². Nous avons aussi besoin d'un espace jardin pour nos activités d'horticulture, pour y héberger nos petits animaux mais aussi permettre aux personnes que nous accueillons de se promener un peu

en toute sécurité. C'est la garantie que nous leur offrons. »

Cette double contrainte en en financeur. « Les prix pratiqués dans le centre-ville sont très chers, explique le directeur Leonardo Di Bari. Alors que nous payons actuellement 20 000 €, par an, les offres correspondant éventuellement à nos besoins tournent plutôt autour des 60 000 €, voire plus. »

Sans aide complémentaire, Phénix se condamnera rapidement à l'asphyxie : elle sera vite confrontée à l'alternative des briques ou de l'humain.

La sixième réforme de l'État
Comble de malchance, les recherches menées par Phénix sont aussi handicapées par les transferts liés à la sixième réforme de l'État. Certaines com-

pétences sociales, jusqu'ici gérées par l'Inami au niveau fédéral, le seront désormais par la Wallonie.

Le transfert est en cours, mais il n'est pas finalisé. « Nous sommes un peu coincés en tant qu'ASBL, se désole Leonardo Di Bari. Nous devons avoir l'accord de l'Inami avant de nous engager dans une location ou l'achat d'un bâtiment, mais cet accord n'est jamais arrivé. Vu le transfert de compétences en cours, l'Inami renvoie la balle à la Région. » Chez Phénix, on pense que l'Inami devrait se positionner plus clairement dans le débat. Et vite, car il y a urgence. Il reste un peu moins de six mois à l'association pour non seulement trouver un nouveau siège mais aussi y emménager. Tout cela ne se fera pas en un jour. ■

Avec l'aide d'une Fondation ?

M. Di Bari, pourquoi est-il si important pour vous de rester en centre-ville ?

Parce qu'on répond à des besoins du terrain et qu'on est les seuls à le faire à Namur. L'accessibilité doit être très facile, donc proche des deux gares mais aussi des hôpitaux, d'une pharmacie, d'un médecin généraliste... Notre public, ce sont parfois des personnes en perte de contrôle total de leur vie.

Il faut un endroit sécurisé, pouvoir offrir des locaux mais aussi un parc ou un jardin pour mener des activités pour se reconstruire, entre 9 h et 17 h. C'est notre spécificité : le binôme entre les soins et l'insertion socio-professionnelle.



EdA - 201489575032

même si elle n'est pas à proprement parler qualifiante. On mélange l'aspect soin, accompagnement et travail, avec les équipes d'éducateurs, les assistants sociaux, les psychologues, les médecins... Pour nous, ce binôme, c'est le maillon manquant là où la thérapie classique ne suffit pas. En fait, nous avons adapté en am-

bulatoires des outils du résidentiel. Décider de rentrer en sevrage n'est pas facile. On est confronté à pas mal de résistances, il faut préparer la personne toxicomane.

À Jambes, on offre autre chose qu'une hospitalisation ou un séjour en communauté thérapeutique résidentielle. C'est l'écoute, l'accompagnement en journée, c'est occuper la personne, l'amener à penser qu'elle peut faire autrement que dans le passé, qu'elle doit apprendre à éviter tel endroit, préparer sa soirée par une activité qui la tiendra éloigné de la consommation. Cela passe parfois par de petites choses, comme établir une liste de courses...

Avez-vous tiré la sonnette d'alarme sur vos difficultés de trouver un nouveau siège chez les responsables politiques ?

Oui, et nous sommes agréablement surpris de voir que tout le monde s'implique. Mais il faut du résultat. On est en février, j'ai des bâtiments en vue, mais je suis dans l'impossibilité de m'engager. Actuellement, 75 % de nos moyens sont consacrés aux salaires. Vu les prix pratiqués dans l'immobilier, je devrai tailler dans le personnel si je n'ai pas d'aide.

Une piste pourrait être qu'une Fondation ou un donateur nous donne le coup de pouce qui nous manque. On l'appelle de nos vœux car il y a urgence.

Aujourd'hui, quand une banque se penche sur les comptes de notre ASBL, la première chose qu'elle voit, c'est qu'on ne fait pas de bénéfices.

Dans l'idéal, quel type de bâtiment conviendrait le mieux pour vous ?

En dessous de 400 m², ce serait beaucoup trop petit. Comment accueillir 50 patients si l'espace est trop confiné ? Cela provoquera de la tension, de l'agressivité, cela empêchera de concrétiser l'approche globale à laquelle on tient.

Il faut un espace pour que les patients puissent respirer sans devoir être en rue, un espace pour nos petits animaux, pour la pratique de l'horticulture... ■ **B.M.**